

La géographie face aux défis environnementaux dans le monde anglophone

Christian A. Kull et Simon P. J. Batterbury

traduction : Mathias Lefèvre

Authors' version. The final definitive version of this book chapter was published as :

Kull, CA & SPJ Batterbury (2016) La géographie face aux défis environnementaux dans le monde anglophone. Dans *Manifeste pour une géographie environnementale*, Chartier, D & E Rodary (éditeurs scientifiques). Paris: Les Presses Sciences Po, pp. 227-255.

Dans le monde anglophone, la relation de la discipline géographique aux aspects politiques des problèmes environnementaux a su évoluer en tant que domaine de recherche et mode d'engagement. Un certain nombre des changements générationnels et disciplinaires clés ne relèvent pas seulement de changements de paradigme tels que les a définis Thomas Kuhn, mais aussi du contexte social plus large dans lequel s'inscrivent les idées et les savoirs. Si, au début des années 1970, la discipline échoua à s'impliquer dans le champ interdisciplinaire émergent des études environnementales, dans la décennie suivante la combinaison des préoccupations écologiques et d'un souci de justice sociale a conduit à la naissance d'un nouveau sous-domaine particulièrement pertinent pour l'action face aux problèmes d'environnement, la *political ecology*. Les géographes anglophones s'inscrivant dans ce courant sont aujourd'hui en position de mener des recherches couvrant la science des changements environnementaux et les dynamiques sociales qui les causent – ce qui ouvre des perspectives de collaborations plus étroites avec leurs collègues français.

Mots clés : écologie politique, construction sociale de la nature, histoire de la géographie, études environnementales, *political ecology*, géographie anglophone.

La relation entre la géographie, l'environnement et la politique dans le monde anglophone¹ a évolué au cours du temps. Alors que la question des impacts des activités humaines sur la nature a fait l'objet de discussions, au

1. Nous employons ici l'expression « géographie anglophone » en référence à la géographie britannique, américaine et australienne. Nous ne prétendons pas parler au nom de, et passer en revue les tendances dans, toutes les universités de langue anglaise (pour n'en mentionner que quelques-unes : Canada, Afrique du Sud, Singapour, Nouvelle-Zélande, Irlande, Fidji, Inde...). Nous refusons le terme « anglo-saxon » si communément utilisé en France, dans la mesure où, dans la langue anglaise, il est problématique à plusieurs égards. Premièrement, techniquement, il renvoie aux tribus germaniques qui envahirent l'Angleterre. Deuxièmement, son emploi est souvent imprégné d'un sens socioéconomique (comme dans l'acronyme WASP – *white anglo-saxon protestant* – qui désigne l'élite blanche protestante en Amérique du Nord-Est). Troisièmement, il tend à faire référence aux gens qui, à travers le monde, descendent des colons d'origine ethnique britannique, ce qui représente mal les populations de la majeure partie du monde de langue anglaise. En français, le terme « anglo-saxon » est généralement utilisé pour désigner assez largement les peuples et les sociétés anglophones. Néanmoins, d'après la définition du dictionnaire Larousse (<http://www.larousse.com>), *anglo-saxon* signifie « qui relève des peuples de civilisation britannique ». Beaucoup d'anglophones estimeraient qu'une telle définition les exclut.

moins depuis l'ouvrage *Man and Nature* de George Perkins Marsh paru en 1864, les géographes anglophones se sont souvent montrés ambivalents vis-à-vis de l'idée consistant à s'impliquer dans des réflexions sur les politiques environnementales en poursuivant un agenda politique fort, quant il ne s'est pas agi, principalement pour les géographes physiques, de ne pas prendre position sur les conditions et les changements environnementaux qu'ils observaient et décrivaient. Avec les auteurs du présent ouvrage qui cherchent à surmonter le fait que les aspects fondamentalement politiques des questions environnementales aient été historiquement exclus de l'école française de géographie (Chartier et Rodary, 2007), ou à triompher d'une posture foncièrement conservatrice et de dénégation à l'égard des changements environnementaux actuels (Hautdidier et Morin, 2011), nous espérons que l'étude de l'histoire de la géographie anglophone permettra de faire émerger quelques idées pour faire avancer ces chantiers. C'est en ce sens que nous nous interrogeons sur la manière dont, dans le monde anglophone, la relation de la discipline géographique aux dimensions politiques des problèmes environnementaux a évolué en tant que domaine de recherche et mode d'engagement. Nous retraçons un certain nombre des changements générationnels et disciplinaires clés, ceux-ci ne relevant pas seulement de changements de paradigme tels que les a définis Thomas Kuhn (1962), mais aussi du contexte social plus large dans lequel s'inscrivent les idées et les savoirs.

La géographie anglophone a toujours fortement contribué aux débats sur les transformations anthropogéniques de la Terre. Cependant, à au moins deux moments clés, ces contributions ont été plus faibles. Nous montrons comment, au début des années 1970, au sommet d'une vague d'intérêt public pour l'environnement global, la discipline rata en quelque sorte le coche et échoua à s'impliquer dans le champ interdisciplinaire émergent des études environnementales. À cette période, les géographes anglophones étaient au milieu de leur révolution quantitative. Ils rattrapèrent ensuite le temps perdu, concourant, par leurs recherches sur les changements environnementaux (dans une approche de géographie physique), sur la modification de l'utilisation des sols, sur l'écologie culturelle et sur les risques naturels, à peser sur les préoccupations à l'égard de la dégradation environnementale, de la déforestation et du changement climatique. Dans les années 1980, la combinaison de ces préoccupations et d'un souci plus global de justice sociale conduisit à la naissance d'un nouveau sous-domaine disciplinaire particulièrement pertinent pour l'action face aux problèmes d'environnement, la *political ecology*. Mais alors que cette approche prospérait dans les années 1990, l'agenda environnemental, de plus en plus intégré dans le travail des organisations de justice environnementale et dans les nouvelles initiatives politiques, se révéla simpliste et chargé de valeurs problématiques. Les débats sur le constructivisme social et la construction sociale de la nature (*socio-natures*) créèrent alors un certain décalage entre les militants et défenseurs de l'environnement et les personnes qui, dans les universités, s'identifiaient à la *political ecology*. Bien que les critiques émises par ces dernières aient pu être bien intentionnées et nécessaires, ce décalage contribua à entamer quelque peu l'apport de la géographie au débat environnemental plus large. Sur cette période, certaines figures de la géographie anglophone restèrent cependant pragmatiques, engagées et critiques – travaillant aussi bien sur l'échec des sociétés à affronter leurs défis environnementaux que sur certains des discours écologiques utilisés pour les décrire.

Ces dernières années, les changements environnementaux spectaculaires observés sur notre planète apparaissent comme étant « réels » et pressants. Aux côtés de nombreuses autres disciplines, la géographie joue un rôle dans la production de travaux en plein essor sur la science du climat, l'atténuation ou l'adaptation au changement climatique (Adger, 2006 ; Birkenholtz, 2012 ; Hulme, 2009). De surcroît, un lien est établi entre une

crise capitaliste persistante et les krachs financiers, les défauts souverains et les oscillations politiques dans les démocraties occidentales. Cela facilite le renouveau d'approches analytiques radicales en géographie (voir par exemple Peet, Robbins et Watts, 2011). Nous soutenons que les géographes anglophones sont aujourd'hui en position de mener un programme couvrant la science des changements environnementaux et les dynamiques sociales qui les causent – en collaboration accrue, nous l'espérons, avec nos collègues français.

La géographie anglophone avant 1970

Pendant des milliers d'années, les intellectuels occidentaux ont interrogé les relations que les humains entretiennent avec leur environnement (Glacken, 1967). Se fondant sur ces traditions et sous l'influence de la pensée germanique, la géographie anglophone moderne prit forme au XIX^e siècle. Certaines figures de cette période sont aujourd'hui fréquemment citées en tant que précurseurs des études critiques des relations humain-environnement. Les chercheurs considèrent le géographe et diplomate américain George Perkins Marsh (1864) comme l'un des premiers auteurs modernes à avoir suggéré que les êtres humains seraient des « agents perturbateurs » de l'environnement, notamment en provoquant la déforestation ou l'érosion torrentielle. Dans son introduction à la *political ecology*, Paul Robbins (2012) étend la liste pour y inclure les travaux d'Alexander von Humboldt, Mary Fairfax Sommerville, Alfred Russel Wallace, Élisée Reclus et Pierre Kropotkine.

Cependant, le « tronc » principal de la géographie anglophone au tournant du siècle passé était dominé par des spécialistes tels que William Morris Davis, Ellsworth Huntington et Ellen Semple, qui concevaient l'environnement principalement comme une force déterminant la culture et les capacités humaines. Sur la première moitié du XX^e siècle une tradition de géographie régionale s'est consolidée, qui catégorisait les lieux urbains et ruraux selon leur géographie physique, les activités économiques, les structures foncières, etc. Ainsi dans les années 1950 une géographie régionale et descriptive, caractérisée par un déterminisme environnemental persistant, assez différente de l'école des Annales en France, prédominait dans la géographie anglophone. Elle ne faisait guère mention de la politique environnementale ou de toute autre forme de pouvoir. Il existait en fait une focalisation sur la géopolitique interétatique, alimentée par les événements tumultueux que connut l'Europe au cours de la première moitié du XX^e siècle et l'acquisition de possessions coloniales à partir de la fin du XIX^e. La géopolitique du géographe Sir Halford Mackinder était pro-britannique ; à la London School of Economics, l'enquête sur l'utilisation des terres de la Grande-Bretagne (Land Utilisation Survey), commencée dans les années 1930 et menée par Sir Dudley Stamp, était une entreprise ambitieuse d'inventaire des usages des sols.

De la description des systèmes sociaux et environnementaux à l'évaluation des impacts environnementaux et à l'analyse de leur contexte social, il n'y a qu'un pas. Il fut effectué à plusieurs reprises. Pour ne citer que quelques exemples, une des premières branches importantes de l'« arbre » géographique fut l'« école de Berkeley », associée à Carl Sauer (1925), qui appréhendait les paysages comme les produits de transformations matérielles et les caractéristiques culturelles des peuples, et encouragea à s'intéresser aux modifications humaines des paysages (voir Zaninetti et Mathewson, dans cet ouvrage). La Faculté de géographie de l'université Clark (à Worcester, dans le Massachusetts), le plus ancien programme universitaire en géographie aux États-Unis, fut créée en 1921 par Wallace Attwood de l'université Harvard, et la majorité des diplômés étudièrent les relations humain-environnement à partir de multiples points de vue. Au même moment, en Australie, le premier professeur de géographie, Griffith Taylor, tout en défendant des idées grossièrement

racistes et un déterminisme environnemental, provoqua une tempête politique lorsqu'il affirma qu'il convenait de limiter la croissance démographique et l'implantation humaine sur le plus sec des continents, indiquant que les ressources étaient trop limitées pour pouvoir reproduire le modèle européen d'agriculture (Hugo, 2011). Dans les années 1950, c'est parmi les géographes américains que l'on rencontrait les principales voix s'exprimant pour décrire et alerter sur le « rôle de l'homme dans la transformation de la surface de la Terre » (Thomas, 1956). L'ouvrage important que dirigea William L. Thomas, auquel contribuèrent notamment Carl Sauer et Lewis Mumford, représenta l'un des premiers avertissements des conséquences d'une croissance industrielle rapide.

L'appareillage des études environnementales : le bateau manqué

La période qui s'étend de la fin des années 1960 au début des années 1970, idolâtrée pour sa ferveur révolutionnaire estudiantine en France, correspond également à un moment de mise en question de l'ordre social (universitaire) dans le monde anglophone. Une génération de militants se mobilisèrent passionnément autour de la crise du Viêt Nam, de l'égalité des sexes et des causes et mouvements écologiques – ce fut la première grande vague de préoccupation publique globale à l'égard du pillage environnemental. Les géographes contribuèrent évidemment à la naissance de cette conscience environnementale (O'Riordan, 1976 ; White, 1972) et à lui donner un caractère politique (au sens où il s'agissait de chercher à changer le statu quo à travers la prise de position publique ou le militantisme). Néanmoins, on peut aussi reprocher à la discipline d'avoir manqué le bateau, en ne se positionnant pas comme une discipline phare de ces questions, alors que l'intérêt pour « l'environnement » croissait substantiellement dans de nombreux pays².

La réponse de l'Université ne fut pas d'investir dans ses départements de géographie, mais de poser les bases de programmes interdisciplinaires en « études environnementales » (*environmental studies*). Ces programmes furent rapidement dominés par des spécialistes des sciences naturelles s'intéressant à la pollution, ou par des spécialistes des sciences sociales issus des domaines émergents de la politique et du droit de l'environnement (Soulé et Press, 1998). Aux États-Unis, les premiers programmes en études environnementales furent créés au Middlebury College (en 1965), à l'université de Californie à Santa Barbara (en 1970, en réponse à une marée noire ayant souillé la côte à proximité), au Dartmouth College (en 1970), à l'université Yale (dont la Faculté de foresterie adjoignit « études environnementales » à son nom en 1972) et à l'université de Californie à Berkeley (l'Energy and Resources Group, en 1973). Au Royaume-Uni, l'université d'Est-Anglia fut la première à fonder une faculté des sciences de l'environnement en 1967. Au Canada, la Faculté des sciences de l'environnement fut établie à l'université York en 1968, et le personnel enseignant et les étudiants furent incités à utiliser une approche environnementale interdisciplinaire (Handy et Bunch, 2009). En Australie, l'université Monash fut la première à créer, en 1972, un programme indépendant dédié à l'environnement, dirigé par un ingénieur devenu militant, Frank Fisher. Elle fut suivie par l'Université nationale australienne en 1973 et plusieurs autres

2. Michael Watts a exprimé ce sentiment lors d'un entretien : « La géographie a toujours porté sur les relations entre la nature et la société. C'est dommage qu'à partir des années 1960, quand il y a eu ce fantastique essor d'études environnementales, suscité par le mouvement environnemental [...] la géographie n'a pas été là pour s'en saisir. Ainsi, nous avons toutes sortes de programmes en études environnementales à travers les États-Unis qui, à mon avis, font de la géographie. [...] ici l'occasion a été manquée » (Michael Watts, « The Local-Global Dialectic. A Geographer's Perspective. Conversation with Michael Watts », entretien avec Harry Kreisler, Institute of International Studies, University of California, 26 juillet 2001, <http://globetrotter.berkeley.edu/people/Watts/watts-con0.html>).

universités, dont l'université Murdoch et l'université Griffith, au milieu des années 1970 (Harvey, Forster et Bourman, 2002).

Une des principales raisons pour lesquelles la géographie n'a pas joué un rôle important dans le mouvement environnemental des années 1970 tient à ce que, dans une large mesure, la discipline a échoué à prendre part à la lutte contre les *problèmes* d'environnement majeurs rencontrés par la société, par opposition au fait de traiter de *questions de recherche* environnementales précises (Livingstone, 1992 ; Pemberton, 1989). La distinction est subtile, mais la première situation aurait nécessité que la tradition de l'étude des rapports humain-environnement devienne plus prégnante au sein de la géographie et attire davantage les étudiants. Mais, dans les années 1960, avec l'avènement de nouveaux outils et techniques, la géographie physique anglophone s'éloigna largement de la géographie humaine ; l'attention sauerienne portée aux relations humain-environnement, qui aurait pu constituer le « tronc » de la discipline, fut marginalisée. La « révolution quantitative » soutenue par le positivisme scientifique battait son plein, avec des géographes humains cherchant à modéliser la croissance urbaine, les systèmes de transport, les données démographiques, le commerce et les relations espace-temps (voir les travaux de Peter Haggett, de Richard J. Chorley, de Bill Bunge et du « jeune » David Harvey). Même certains géographes culturels saueriens puisèrent dans la trousse à outils quantitative (par exemple Nietschmann, 1973). Pendant ce temps, des géographes physiques comme Alan Strahler modélisaient l'érosion et les systèmes climatiques et biogéographiques. Les géographes humains usant de méthodes quantitatives affirmaient que les changements sociaux et économiques pouvaient être prédits, plutôt que simplement décrits. Ils s'appuyaient sur la théorie mathématique de la localisation, la physique newtonienne et l'économie néoclassique, en s'aidant de la technologie informatique émergente.

Les nouveaux programmes en études environnementales développés dans de nombreuses universités le furent pour concurrencer, mais aussi pour compléter, les départements de géographie. Ils furent souvent structurés, non pas comme des départements universitaires, mais comme des instituts de recherche, des diplômes de troisième cycle ou des programmes interdisciplinaires, permettant aux géographes de jouer individuellement un rôle. Le résultat de ces structurations fut que pour les étudiants passionnés s'intéressant aux questions urgentes telles que la pression des populations sur les ressources, la destruction des forêts tropicales et la soutenabilité, le premier choix n'était pas la géographie mais les études environnementales³. Certains géographes, comme Piers Blaikie et Tim O'Riordan à l'université d'Est-Anglia, adhèrent aux nouvelles unités interdisciplinaires ; d'autres se rapprochèrent de la tradition disciplinaire⁴.

La diversification des approches géographiques

Des années 1970 aux années 1990, les épistémologies positivistes de la révolution quantitative, de même que les traditions descriptives en géographie culturelle et en géographie régionale, furent également contestées par les géographes épousant la théorie marxiste, les épistémologies phénoménologiques et les critiques féministes

3. Paradoxalement, dans les années 1990, la tendance dans les universités australiennes fut de fusionner les programmes environnementaux et la géographie. Ces fusions, souvent affichées comme le fruit d'une compatibilité académique, s'expliquaient en fait largement par des raisons administratives, et de nombreux programmes coexistèrent difficilement (Harvey, Forster et Bourman, 2002).

4. Au Royaume-Uni, dans les années 1980, les départements de géographie avaient adopté différentes approches. Pour n'en citer que quatre, les étudiants devaient choisir entre l'axe planification à Reading, l'axe historico-culturel à Cambridge et l'axe géographie régionale (aujourd'hui révolu) à Oxford, tandis que Bristol devint le foyer de la nouvelle géographie quantitative (Sheppard, 2001).

(parmi d'autres approches citriques). Les branches de l' « arbre » géographique ont fait alors de nombreuses pousses, avec une « efflorescence » de sous-approches et de thèmes. En conséquence, la géographie anglophone connut une période d'introspection alors que les auteurs devenaient plus combatifs ; le champ d'études était vaste, mais il existait des différends et des tensions, et certains s'inquiétèrent du statut et de la nature d'une discipline déchirée par des luttes idéologiques (Gaile et Wilmott, 2003 ; Johnston, 1991 ; Livingstone, 1992 ; Simmons, 1996)⁵.

Durant cette période, les contributions à la réflexion sur les problèmes d'environnement furent relativement fortes, mais également divisées par ces différentes approches sous-disciplinaires et idéologiques. Les géographes physiques continuèrent à fournir à la discipline une base solide sur laquelle interpréter les préoccupations environnementales. Plusieurs biogéographes, climatologues et géomorphologues se firent les défenseurs de causes liées à leurs recherches (par exemple Jamie Kirkpatrick à l'université de Tasmanie, Andrew Goudie à l'université d'Oxford et Tom Vale à l'université du Wisconsin). Dans les années 1990, le champ de la « géographie environnementale » fit son apparition, mais il s'agissait surtout d'une discipline d'enseignement conçue pour attirer les étudiants insensibles aux programmes en études environnementales. Cela impliqua la création de nouveaux manuels combinant un exposé des connaissances de base en géographie physique avec des textes théoriques et idéologiques sur les relations humain-environnement, ou la publication d'ouvrages collectifs comprenant des chapitres sur les différents maux environnementaux. Récemment, un travail plus critique jugea ainsi nécessaire de proposer une réorientation complète de ce champ (Castree *et al.*, 2009).

En géographie humaine, trois orientations de recherche continuèrent en particulier à s'intéresser aux relations humain-environnement et eurent souvent une influence en dehors du monde universitaire. Premièrement, les géographes « des risques » comme Gilbert F. White et son étudiant Robert Kates cherchèrent, à l'aide d'approches comportementalistes, à répondre aux problèmes tels que le risque d'inondation et la gestion des ressources en eau, de la sécheresse et des terres arides, dans le but d'améliorer les politiques publiques et la vie des populations étudiées. White fut peut-être le principal représentant d'une pratique géographique axée sur les politiques publiques, fondée sur sa foi quaker et la philosophie pragmatiste (Burton, Kates et White, 1978 ; Wescoat, 2006). Durant l'âge d'or de la révolution quantitative, il écrivit : « en quoi cela peut-il être bénéfique à une profession d'inventer une théorie élégante du monde tandis que ce monde et l'esprit humain sont dégradés ? » (White, 1972, p. 104) Il contribua notamment à l'élaboration et à la mise en œuvre de mesures sensées et abordables de lutte contre les risques d'inondation pouvant affecter des vies et des biens dans les systèmes fluviaux américains. L'esprit du travail de White se retrouve chez certains géographes actifs au sein d'agences et de réseaux nationaux et internationaux. Par exemple, Roger Kasperson examina les conceptions du risque, en particulier après la catastrophe nucléaire de Three Mile Island en 1979, puis devint directeur du Stockholm Environmental Institute et fut le lauréat du Volvo Environment Prize (Kasperson et Kasperson, 1996). Au Royaume-Uni, Tim O'Riordan emprunta une voie dédiée à l'écologie, mais en concentrant de plus en plus son attention sur les changements des politiques de l'environnement. Cela l'amena à tenir plusieurs rôles au sein d'institutions gouvernementales et non gouvernementales dans le cadre de son travail sur la conservation et

5. Une conséquence de l'affaiblissement de la discipline fut qu'aux États-Unis, dans les années 1980, un certain nombre de programmes en géographie soit disparurent (par exemple dans les universités Northwestern, de Chicago et Columbia), soit abandonnèrent une portée disciplinaire générale pour une focalisation plus étroite, par exemple dans les universités de Washington et du Maryland, où la géographie physique fut délaissée, ou à l'université de Virginie, où s'imposèrent la science et l'ingénierie environnementales (Pemberton, 1989).

la planification environnementale (O’Riordan, 2000). Susan Owens continue d’interroger les politiques de l’environnement et d’y contribuer avec un œil critique, notamment à travers la Commission royale britannique sur la pollution de l’environnement (Owens, 2012).

Une deuxième tradition de recherche importante, quoique bien moins appliquée sur le plan politique, fut celle de l’« écologie culturelle ». Ressuscitant la tradition sauerienne et influencés par des anthropologues comme Julian Steward et Bob Netting, les tenants de cette approche utilisaient des méthodes de terrain quantitatives et qualitatives pour récolter des informations à la fois diachroniques et synchroniques sur les systèmes agraires et les modes de vie indigènes dans des sociétés pratiquant une agriculture de semi-subsistance (Butzer, 1989). Leur approche était comparable à celles des systèmes agraires développées en France (Bassett, Blanc-Pamard et Boutrais, 2007). Les chercheurs montrèrent comment des sociétés dépendantes de leur propre travail innovaient constamment alors que la pression démographique, les transformations de l’environnement, les signaux du marché et d’autres variables modifiaient leur contexte. Ces études furent cependant quelque peu dépassées par des analyses critiques (voir ci-dessous) qui mettaient davantage l’accent sur les *menaces* pesant sur de tels systèmes et leur contexte politico-économique que sur leurs dynamiques adaptatives internes (Adger, 2006). Un regain d’intérêt récent pour les questions d’adaptation au climat et de sécurité alimentaire à l’échelle locale permet néanmoins à cette approche d’être encore adoptée par certains (Mortimore, 2010).

Une troisième importante orientation de recherche fut la géographie critique. Se fondant sur la tradition marxienne et adoptant initialement une approche très structuraliste, les géographes critiques ont questionné les relations de pouvoir politiques et économiques sous-jacentes aux relations humain-environnement. Ben Wisner, Phil O’Keefe, Jim Blaut et Richard Peet créèrent le journal radical *Antipode* à l’université Clark à la fin des années 1960. Ils soutinrent qu’il était plus pertinent d’appréhender les sociétés de faible taille étudiées par les tenants de l’écologie culturelle comme les victimes d’États répressifs, du colonialisme, de la capture du pouvoir politique par des élites et d’autres structures de pouvoir affectant de manière négative leur vulnérabilité et leur accès aux ressources. Michael Watts (1983) montra par exemple que les famines au Sahel n’étaient pas dues à la sécheresse ou à l’incapacité d’innover, mais à un défaut d’accès à la nourriture et à un État distant et indifférent. Il s’appuya largement sur l’anthropologie marxiste française (Meillassoux, Godelier, Dupré, Rey, etc.) pour théoriser les sources de la vulnérabilité des populations rurales. Les géographes critiques remirent également en question les interprétations naïves et apolitiques de la nature, s’écartant parfois des organisations environnementales porteuses d’une idéologie préservationniste ou de la *wilderness*. Ils montrèrent, au contraire, comment la nature est créée à travers les relations sociales et marchandisée (Smith, 1984). En outre, les chercheurs critiques se joignirent aux géographes féministes et humanistes pour attaquer la géographie quantitative mécaniste. Ils la jugeaient plus préoccupée par la prédiction plutôt que par les relations sociales, les droits, l’éthique et la politique. Ils affirmèrent que le réductionnisme cartésien dont elle était imprégnée l’amenait à déshumaniser les gens, et qu’elle présentait des défauts en raison d’« un traitement essentialiste de l’action humaine, [d’]une restriction auto-imposée à l’analyse du statu quo empirique, [d’]une incapacité à identifier les processus et les structures qui déterminent les relations observées » et de prétentions masculinistes à l’objectivité (Sheppard, 2001, p. 539). On pourrait affirmer sans se tromper que la géographie radicale ou critique est devenue un courant relativement dominant au sein de la géographie humaine anglophone dans les années 1990 – le géographe humain le plus cité et le plus connu en dehors de la discipline est certainement David Harvey, malgré son marxisme impénitent et démodé intensément critique à l’égard du capitalisme.

Political ecology, opportunités et excès poststructurels

De ces tensions disciplinaires émergea une approche originale, la *political ecology*⁶. Cette nouvelle approche fut délibérément conçue comme un croisement « postparadigmatique » entre des approches critiques (marxisme, économie politique) et une « écologie » au sens large, incluant les paradigmes de l'écologie culturelle et de l'écologie humaine (Blaikie et Brookfield, 1987). Michael Watts (2000) affirme par exemple que la *political ecology* examine de façon critique les relations complexes entre la nature et la société, en analysant les formes de contrôle et d'accès aux ressources naturelles, et leurs conséquences pour la soutenabilité environnementale et sociale. Donc tout effort en vue de contrôler et de gérer des ressources naturelles est susceptible d'entraîner des conflits environnementaux, puisqu'il implique divers savoirs, pratiques et pouvoirs qui tendent à être incompatibles, de même que des contextes écologiques complexes et évolutifs qui ne sont que partiellement compris. Le nouveau sous-champ disciplinaire joua un rôle important dans la reconnaissance institutionnelle des géographes s'intéressant aux relations humain-environnement au sein d'une discipline quelque peu polarisée, et les incita à « parler vrai au pouvoir » (Batterbury et Horowitz, 2014).

Une approche spécifique à la *political ecology* était ainsi en place à la fin des années 1980. Dépendante initialement d'une approche structuraliste, elle s'intéressa à la façon dont des types particuliers de systèmes politiques et économiques et de modes d'accès aux ressources contribuaient à créer des problèmes d'environnement, et à la façon dont leur réorganisation pouvait potentiellement façonner les actions visant à résoudre ces problèmes (Schmink et Wood, 1987, p. 39). La science du changement environnemental n'était pas négligée, mais elle était mise en dialogue avec une prise en compte de multiples moteurs du changement. Au départ, l'accent fut mis sur les utilisateurs des terres en milieu rural dans les pays en développement, avec des études de cas offrant de nouveaux points de vue sur l'érosion des sols, la déforestation et la famine dans les tropiques. Par exemple, Piers Blaikie montra qu'en général l'érosion des sols observée en Afrique et en Asie postcoloniales ne résultait pas d'une mauvaise gestion des terres par les fermiers et les éleveurs indigènes, mais d'une appropriation coloniale des terres qui les a contraint à utiliser des terres médiocres ou à adopter des moyens d'existence non viables (Blaikie, 1985). En réponse aux politiques étatiques de développement ou à des changements de dynamiques sur les marchés régionaux et mondiaux, les producteurs locaux étaient incités à exercer une pression excessive sur les ressources terrestres, ce qui entraînait une surexploitation des terres et perpétuait la pauvreté. L'érosion des sols agricoles, autrefois mesurée et considérée comme « naturelle », découlerait en réalité de processus « sociaux » multiscalaires et en cascades (Warren, Batterbury et Osbahr, 2001). C'est une observation géographique fondamentale (Blaikie et Brookfield, 1987). Les chercheurs en *political ecology* montrèrent qu'il était commode d'incriminer les victimes dans la relation entre la pauvreté et la dégradation environnementale, en ignorant ainsi le rôle d'autres acteurs tels que les classes marchandes, l'agro-industrie et les compagnies forestières, ou les effets d'actions telles que la réquisition de terres pour la conservation ou pour la construction de barrages. Ils révélèrent que la marginalisation sociale et politique ne

6. Le terme *political ecology* a été employé de diverses manières au cours des années par des groupes de pression de la gauche écologique, des militants écologistes, des scientifiques et des chercheurs en sciences sociales (Szarka, 1994), mais il a une signification particulière pour ces derniers. Un récent ouvrage en français consacré à cette approche a choisi de maintenir l'usage du terme anglais, car sa traduction, « écologie politique », porte selon eux de trop nombreuses autres significations (Gautier et Benjaminsen, 2012). Nous les suivons ici dans le sens où nous parlons d'une approche telle qu'elle s'est constituée dans le monde académique anglophone. Voir sur ce point l'introduction de cet ouvrage.

laissait d'autres choix aux victimes de ces marginalisations que de développer des pratiques dégradant leur environnement et aggravant, par là même, leur pauvreté (Wisner *et al.*, 2004).

Les travaux en *political ecology* réalisés à partir des années 1990 furent influencés de multiples façons – et à des degrés divers – par les théories postmodernes et poststructurelles. Ces théories soulignent l'importance des idées, des discours, des manières de penser et des cadres culturels de référence dans le façonnement des relations de pouvoir et de l'évolution des actions humaines. En recourant à ces approches, la *political ecology* reflétait une tendance plus large en géographie humaine et dans les sciences sociales – un tournant culturel et déconstructeur. On pourrait dire qu'à la révolution quantitative et à la révolution marxiste succéda la révolution poststructurelle (Gaile et Willmott, 2003), la *political ecology* conservant néanmoins, par son intérêt pour les relations de pouvoir, ses racines marxistes (Peet et Watts, 1996)⁷.

Ainsi, les chercheurs en *political ecology* étudièrent la façon dont des acteurs puissants s'approprièrent ou « clôturaient » (*enclosed*) des ressources naturelles auxquelles des communautés locales avaient auparavant accès. Alors qu'en surface cela pouvait apparaître comme un simple cas de lutte politico-économique, une meilleure explication du développement du conflit pouvait souligner le rôle de discours influents ou de logiques de gouvernementalité. Dans le cas de la conservation de la nature, les auteurs montrèrent comment les parcs nationaux, les réserves de faune sauvage ou d'autres zones protégées ignorent généralement les besoins des personnes qui ont parfois vécu pendant des siècles aux endroits concernés et dont les effets négatifs sur les espèces en danger ne sont pas prouvés. Pour ce faire, ils ont mis en avant des critiques matérielles et conceptuelles des catégories employées dans ces luttes autour de ressources – en remarquant, par exemple, que la « nature » ou la « wilderness » étaient des concepts utilisés pour exclure les humains des paysages (Neumann, 1998). La territorialisation et la délimitation spatiale de paysages réduisent des systèmes complexes à de petites unités distinctes, afin d'en faciliter le contrôle (Peluso et Vandergeest, 2001). Par ailleurs, les chercheurs s'intéressèrent aux processus d'appropriation des ressources – quelle qu'en soit la cause – et leurs conséquences en termes de conflits entre et parmi les groupes sociaux. Les différences ethniques et politiques durables prenant de nouvelles dimensions écologiques lorsque les ressources sont rares, les efforts en vue de protéger ces ressources sont fortement politisés (Peluso et Watts, 2001). Ainsi « les gens construisent une identité en gagnant leur vie » (Robbins, 2012, p. 224) et ces identités ont un pouvoir et sont parfois exprimées dans des mouvements sociaux environnementaux (Vaccaro, Beltran et Paquet, 2013).

Suivant une autre branche de l'arbre géographique, les *political ecologists* développèrent une spécialité dans la déconstruction de « vérités » et d'idées reçues au sujet des changements environnementaux, les jugeant fausses ou exagérées. Ils mirent ainsi en cause des hypothèses biaisées en faveur du pouvoir, dont les sources remontaient parfois jusqu'à l'époque coloniale. Ils démontrèrent que la désertification, la déforestation et la dégradation étaient des récits de crise alarmistes, fondés sur des vérités déformées ou partielles et utilisés pour incriminer certains groupes de ruraux marginalisés (Blaikie et Muldavin, 2004 ; Fairhead et Leach, 1996 ; Leach et Mearns, 1996). S'inspirant de la théorie de l'acteur-réseau de Bruno Latour, d'autres montrèrent comment les

7. Dans *Liberation Ecologies*, Richard Peet et Michael Watts proposaient d'examiner un ensemble plus vaste de facteurs pouvant conduire à la pauvreté, pour évaluer comment ceux-ci en devenaient la cause et pour étudier quelles pouvaient être les différentes conséquences environnementales. Non seulement une telle écologie « de la libération » incorporait alors une analyse plus rigoureuse de la politique de l'environnement, mais, comme son nom le laisse entendre, elle prétendait également avoir un agenda ouvertement politique (Walker, 2007).

choses et les idées, comme les individus, pouvaient devenir « inévitablement politiques » (Robbins, 2012, p. 232 ; Demeritt, 2001).

Dans les années 2000, la *political ecology* continua de se diversifier. L'approche prit son envol et se diffusa jusqu'à devenir un courant dominant de la géographie anglophone. De nombreux ouvrages de synthèse en facilitent aujourd'hui l'enseignement (Bryant et Bailey, 1997 ; Robbins, 2004, 2012 ; Neumann, 2005). Ces quatre dernières années, le *Journal of Political Ecology* a triplé son lectorat et le nombre d'articles soumis. L'esprit interdisciplinaire de la *political ecology* et sa prise en compte sérieuse de l'écologie et des relations de pouvoir attirent et stimulent une génération d'étudiants de deuxième et troisième cycles. Les chercheurs ne s'intéressent plus uniquement aux fermiers et aux éleveurs de pays ruraux et pauvres, ils utilisent désormais l'approche pour traiter de multiples sujets dans des régions rurales, urbaines et suburbaines, dans des pays industrialisés et riches aussi bien que dans des pays en développement (Heynen, Kaika et Swyngedouw, 2006 ; Swyngedouw, 1999). Les thèmes de recherche sont variés ; certains auteurs se penchent sur des préoccupations devenues importantes telles que la lutte contre le changement climatique, les espèces invasives, les impacts sociaux de l'exploitation minière et l'accaparement des terres ; d'autres ouvrent de nouveaux champs d'investigation comme les pelouses des banlieues pavillonnaires, la fourniture d'eau potable et les cultures de plantes servant à la fabrication de stupéfiants.

Grandeur et décadence de la pensée poststructurelle

Rétrospectivement, le développement de la *political ecology* au sein de la géographie anglophone des années 1990 a permis de remodeler un noyau de recherche engagée sur les relations humain-environnement. Notons qu'à cette période, la discipline subissait l'influence de la « révolution poststructurelle ». L'entreprise était radicale et elle a souvent attaqué les institutions dominantes, mais il se peut que, sans le vouloir, elle ait fragilisé la contribution de la géographie aux principales questions environnementales.

D'abord, l'accent mis sur la « déconstruction » des motivations et des actions des acteurs environnementaux a contribué à mettre en doute les récits alarmistes ou catastrophistes de dégradation environnementale et à réhabiliter les populations rurales en tant que gestionnaires de ressources compétentes. Néanmoins, si l'objectif d'une telle recherche est une combinaison de justice sociale et de soutenabilité environnementale, certains travaux géographiques déconstructionnistes (ou la façon dont le message est présenté, en problématisant les récits dominants sans en appeler clairement à l'action) ont pu être susceptibles de renforcer les agendas politiques et économiques des industries extractivistes ou même des climatosceptiques. Par exemple, les condamnations légitimes d'un certain catastrophisme des reportages sur le changement climatique furent réunies dans un ouvrage intitulé *Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête*, ouvrage très éloigné des préoccupations des militants écologistes ou de la démarche de certains *political ecologists* (Hautdidier et Morin, 2011).

Un second apport du tournant poststructurel en géographie environnementale a porté sur les notions d'hybridité de la nature et de la culture. « Nature » et « société » sont des termes qui reflètent un dualisme qui n'est plus valable – nature et société ont été hybridées, en partie par nos propres efforts pour contrôler et fabriquer la nature, pour la modifier génétiquement, etc. (Braun et Castree, 1998 ; Castree et Braun, 2001 ; Swyngedouw, 1999). Cette approche hybride des « *socio-natures* », qui, dans une certaine mesure, recoupe la *political ecology*, met alors en question les mesures pour sauver les systèmes naturels « vierges », puisqu'il

s'agit d'hybrides subissant une influence anthropique ; ce faisant, elle conteste certaines des valeurs de l'écologisme écocentrique. Cependant, elle pêche par l'insuffisance de ses propositions de solutions face aux problèmes d'environnement. Ce n'était certes pas son but, mais il demeure que le public a été plus réceptif aux messages moins sophistiqués de journalistes et de militants écologistes, comme Bill McKibben (2012) aux États-Unis ou George Monbiot (2013) au Royaume-Uni, dont les messages écologiques font référence à des arguments catastrophistes et sont d'autant plus faciles à médiatiser.

Enfin, mettre l'accent sur les récits et les discours environnementaux ne devrait pas détourner l'attention des processus politico-économiques, qui sont au cœur de la politique environnementale (Peet, Robbins et Watts, 2011). James Fairhead et Melissa Leach (1996) ont par exemple bien montré que les îlots forestiers ouest-africains dans le nord de la Guinée étaient des créations anthropogéniques dans une région de savane (et non, comme le prétendaient les discours coloniaux et conservationnistes, des vestiges de forêts tropicales menacés par la savanisation). Leur travail constitua une critique politique explicite du gouvernement et des anciennes autorités coloniales qui accusaient à tort les utilisateurs des ressources d'avoir anéanti la forêt. Mais quelques années plus tard, d'autres facteurs politico-économiques sont apparus plus importants : les mêmes forêts sont maintenant dévastées par la guerre, l'exploitation forestière et l'extraction de diamants ; l'avidité et la violence sont devenues les principaux déterminants des milieux forestiers. Les entreprises forestières chinoises et autres ont pénétré dans les forêts, comme l'ont fait les réfugiés fuyant les diverses guerres civiles (Hiemstra van der Horst, Munro et Batterbury, 2011 ; Bernstein et Woodhouse, 2001). De nouvelles préoccupations matérielles et conceptuelles sont mobilisées autour de ces îlots forestiers, dépassant le débat des années 1990 qui avait éveillé une bonne partie de l'intérêt académique pour la construction socio-politique de ces milieux.

Aujourd'hui, l'attention paraît se déplacer, depuis une attention portée aux récits, aux idées et au pouvoir discursif, vers un intérêt pour la nature concrète et le pouvoir matériel – c'est-à-dire un retour de balancier ramenant au cadre d'analyse premier de la *political ecology* et de l'économie politique. Cela est en partie dû aux terribles conséquences du changement climatique anthropogénique, que l'humanité perçoit peu à peu comme une réalité avec des impacts bien réels. Nous observons ainsi un « retour » aux questions de la *political ecology*, après un éloignement lié aux approches postmodernes et poststructurelles, et aux incertitudes scientifiques sur les changements environnementaux. Selon Mike Hulme : « Le débat sur le changement climatique doit devenir plus politique et moins scientifique. Exprimer des choix politiques radicalement différents en réponse aux risques liés au changement climatique est une bonne manière de revigorer une politique démocratique⁸. » En d'autres termes, nous devons reconnaître la gravité des changements environnementaux et agir politiquement et pratiquement.

Géographie engagée

Par où commencer ? Les chercheurs en *political ecology* ont construit une critique de la globalisation de la modernité et des stratégies néolibérales de croissance économique, lesquelles sont à la racine de transformations globales (Bryant, 2000 ; Escobar, 1999 ; Rocheleau, 2008). Ils ont continué d'affirmer l'interdépendance des systèmes sociaux et environnementaux, et ils ont inventorié un grand nombre de réalités environnementales

8. Mike Hulme, « Science Can't Settle What Should Be Done about Climate Change », *The Conversation*, 4 février 2014, <http://theconversation.com>.

associées aux politiques économiques, à la croissance économique et aux luttes pour les moyens d'existence (Swyngedouw, 1999). Ces réalités incluent une demande croissante de minerais, d'énergie, d'eau et de bois, et une mainmise capitaliste accrue sur ces ressources, en dépit du récent ralentissement économique. Sans revenir aux arguments malthusiens, il existe actuellement une forte inquiétude au sujet des effets de l'extraction de ressources sur les moyens d'existence. La colère critique de nombreux *political ecologists* contre l'état du monde est plus grande que jamais (voir par exemple les travaux sur les dépossessions sociales résultant des programmes REDD+ : Birkenholtz, 2012 ; Watts, 2011).

Nous avons affirmé que la géographie anglophone est devenue très engagée par rapport aux questions environnementales majeures, mais que sa relation au domaine politique est inégale. Certaines recherches sont destinées à ne pas sortir du monde académique. D'autres travaux visent à changer concrètement les choses. Ces travaux comprennent des livres, tels que l'exposé de Susanna Hecht et Alexander Cockburn (1989) sur la déforestation amazonienne, et des écrits de praticiens, comme Piers Blaikie (2008), qui a longtemps contribué au travail des organisations internationales et britanniques d'aide humanitaire, Tim O'Riordan (2000) et Bill Adams (2003), qui passent constamment de travaux s'inscrivant dans les courants environnementaux dominants à leurs contributions à la discipline, et Bill Moseley, qui publie régulièrement des éditoriaux dans les principaux journaux américains. Des *think tanks* comme l'International Institute for Environment and Development (IIED) et le World Resources Institute (WRI) font appel à des géographes. Plus récemment, les auteurs ayant participé à l'ouvrage *Engaged Political Ecology* (Batterbury et Horowitz, 2014) ont pris le risque de s'exprimer ouvertement, montrant comment ils mettaient leurs croyances en pratique en tant que militants ou dans la rédaction de plaidoyers.

Malgré tout, la discipline géographique peine encore à rester visible et pertinente sur les aspects politiques des débats environnementaux. Certains géographes, comme Billie L. Turner (2002), ont incité leurs collègues à s'adresser davantage à la science dominante, notamment en proposant une « science de la soutenabilité » comme champ séparé d'une recherche de haut niveau. Un récent article cherche précisément à bâtir des ponts entre la *political ecology* « militante » et la science de la soutenabilité « pratique », excluant ainsi les versions plus théoriques et constructivistes de la *political ecology* (Robbins et Turner, 2013). Ces agendas peuvent aussi exclure des voix anticapitalistes plus radicales⁹. Au sein de l'Université, d'autres formes de pressions (publier et obtenir ou conserver un poste) font que l'engagement politique, dont le militantisme environnemental ou anti-néolibéral, peut comporter des risques.

Conclusion

Les modifications environnementales anthropogéniques comme le changement climatique et la transformation des terres ne disparaîtront pas parce qu'on le veut ou parce qu'on les requalifie. La question est de savoir ce que la géographie en tant que discipline universitaire peut faire à leur égard. Une réponse abrupte est que le positionnement de la discipline importe moins qu'auparavant, car nous sommes maintenant « tous écologistes ». Une réponse moins controversée est que cette discipline devrait être centrale. Les géographes concentrant leur attention sur la relation humain-environnement, en particulier les *political ecologists*, sont formés pour comprendre à la fois la science des changements environnementaux et les dynamiques sociales et

9. Simon Batterbury, « Who Are the Radical Academics Today ? », 1^{er} mars 2013, <http://simonbatterbury.wordpress.com>.

politiques qui les provoquent. Les connaissances géographiques – les processus biophysiques fondamentaux, la dimension spatiale, l'espace et le lieu, la longue durée – sous-tendent chaque problème d'environnement et sont pertinentes pour l'action politique.

Les relations entre les êtres humains et leur environnement n'ont pas toujours été au centre des préoccupations de la géographie anglophone. Mais l'attention à ces relations existe, elle a perduré et elle s'est développée ces dernières années, comme le démontre la *political ecology*. Un grand nombre d'étudiants suivent des masters dans le domaine de l'environnement dans les pays anglophones, où ils sont exposés à une critique politiquement éclairée. Il existe un véritable désir chez ces étudiants d'« aller là-bas » et de sauver des lieux, des populations et des espèces, de la cupidité, du développement rapace et du changement climatique. Les questions environnementales entremêlent les préoccupations de la géographie à l'égard de l'air, de la terre et de l'eau, avec sa sensibilité aux moyens d'existence, aux pouvoirs économiques et politiques, et aux traditions culturelles. On pourrait dire que la géographie et l'environnement ont fini par unir leurs forces.

Quelles leçons faut-il retenir de cela pour la géographie française ? Tout d'abord, à au moins deux moments la géographie anglophone a sapé sa contribution aux questions environnementales. Il y a quarante ans, l'indifférence pour l'étude des relations humain-environnement et une adhésion trop enthousiaste à la révolution quantitative se traduisirent par une faible présence des géographes lorsque l'Université se prit d'intérêt pour l'écologie. Et, il y a vingt ans, l'attention fut parfois détournée des changements environnementaux importants survenant sur la planète, pour privilégier une analyse plus théorique de la façon dont les acteurs comprenaient cette réalité et agissaient à son égard. Afin de démontrer un certain nombre d'arguments constructivistes forts, le champ perdit alors de sa clarté aux yeux des personnes qui en étaient extérieures.

Ensuite, les géographes français devraient être attentifs à l'impact positif du dialogue engagé récemment par certains géographes anglophones avec la science dominante, en termes de publications, de programmes de recherches transdisciplinaires et de politiques. Comme nous l'avons noté, d'éminents géographes ont apporté diverses contributions sur la scène internationale. Si leurs opinions politiques diffèrent, plusieurs géographes anglophones ont néanmoins élevé la discipline au plus haut niveau du débat scientifique et de l'élaboration de la politique. Le cinquième rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) contient de notables apports de géographes, en particulier sur les moyens d'existence et la vulnérabilité.

Enfin, si un fossé demeure encore entre les géographes anglophones et les géographes francophones (Fall et Rosière, 2008), il existe de nombreuses opportunités d'apprendre les uns des autres. La géographie francophone semble en tout cas prête à ébranler son cadre institutionnel, en faisant en partie appel à l'approche anglophone de la *political ecology* récemment « découverte » (Castro-Larrañaga, 2009 ; Gautier et Benjaminsen, 2012). Du côté anglophone, il reste encore quelques « blocages ». Par exemple, alors que certains géographes travaillent à combler ce fossé¹⁰, les géographes anglophones fétichisent en général les philosophes français tout en ignorant largement le travail des géographes francophones (Vandermotten et Kesteloot, 2012). Les géographes anglophones devraient pourtant considérer davantage les éléments clés de la recherche géographique francophone. Ils pourraient clairement bénéficier (comme leurs homologues anglophones) de collaborations avec des chercheurs francophones et leurs vastes réseaux multidisciplinaires d'institutions de recherche de terrain, de traditions empiriques solides et d'approche théoriques alternatives.

¹⁰ Citons, par exemple, outre nous-mêmes, Thomas Bassett, Diana Davis, Michael Heffernan et Matt Turner.

Références bibliographiques

- ADAMS (William M.), *Future Nature. A Vision for Conservation*, Londres, Earthscan, 2003 [2^e éd.].
- ADGER (W. Neil), « Vulnerability », *Global Environmental Change*, 16 (1), 2006, p. 268-281.
- BASSETT (Thomas J.), BLANC-PAMARD (Chantal) et BOUTRAIS (Jean), « Constructing Locality. The Terroir Approach in West Africa », *Africa*, 77 (1), 2007, p. 104-129.
- BATTERBURY (Simon P. J.) et HOROWITZ (Leah) (eds), *Engaged Political Ecology*, Cambridge, Open Book Publishers, 2015 (à paraître).
- BERNSTEIN (Henry) et WOODHOUSE (Philip), « Telling Environmental Change Like It Is ? Reflections on a Study in Sub-Saharan Africa », *Journal of Agrarian Change*, 1 (2), 2001, p. 283-324.
- BIRKENHOLTZ (Trevor), « Network Political Ecology. Method and Theory in Climate Change Vulnerability and Adaptation Research », *Progress in Human Geography*, 36 (3), 2012, p. 295-315.
- BLAIKIE (Piers), *The Political Economy of Soil Erosion*, Londres, Methuen, 1985.
- BLAIKIE (Piers), « Epilogue. Towards a Future for Political Ecology that Works », *Geoforum*, 39 (2), 2008, p. 765-772.
- BLAIKIE (Piers) et BROOKFIELD (Harold), *Land Degradation and Society*, Londres, Methuen, 1987.
- BLAIKIE (Piers) et MULDAVIN (Joshua S. S.), « Upstream, Downstream, China, India. The Politics of Environment in the Himalayan Region », *Annals of the Association of American Geographers*, 94 (3), 2004, p. 520-548.
- BRAUN (Bruce) et CASTREE (Noel) (eds), *Remaking Reality. Nature at the Millenium*, Londres, Routledge, 1998.
- BRYANT (Raymond L.), « Politicized Moral Geographies. Debating Biodiversity Conservation and Ancestral Domain in the Philippines », *Political Geography*, 19 (6), 2000, p. 673-705.
- BRYANT (Raymond L.) et BAILEY (Sinead), *Third World Political Ecology*, Londres, Routledge, 1997.
- BURTON (Ian), KATES (Robert W.) et WHITE (Gilbert F.), *The Environment as Hazard*, New York (N. Y.), Oxford University Press, 1978
- BUTZER (Karl W.), « Cultural Ecology », dans Gary L. Gaile et Cort J. Willmott (eds), *Geography in America*, Columbus (Ohio), Merrill Pub. Co., 1989, p. 192-208.
- CASTREE (Noel) et BRAUN (Bruce) (eds), *Social Nature. Theory, Practice, and Politics*, Malden (Mass.), Blackwell, 2001.
- CASTREE (Noel), DEMERITT (David), LIVERMAN (Diana) et RHOADS (Bruce) (eds), *A Companion to Environmental Geography*, Malden (Mass.), Wiley-Blackwell, 2009.
- CASTRO-LARRAÑAGA (Monica V.), « Nouvelles questions, nouveaux défis : réponses de la “political ecology” », *Natures Sciences Sociétés*, 17 (1), 2009, p. 12-17.
- CHARTIER (Denis) et RODARY (Estienne), « Géographie de l'environnement, écologie politique et cosmopolitiques », *L'Espace Politique*, 1 (1), 2007, p. 37-46, <http://espacepolitique.revues.org/284>.

- DEMERRITT (David), « The Construction of Global Warming and the Politics of Science », *Annals of the Association of American Geographers*, 91 (2), 2001, p. 307-337.
- ESCOBAR (Arturo), « After Nature. Steps to an Antiessentialist Political Ecology », *Current Anthropology*, 40 (1), 1999, p. 1-30.
- FAIRHEAD (James) et LEACH (Melissa), *Misreading the African Landscape. Society and Ecology in a Forest-Savanna Mosaic*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- FALL (Julie) et ROSIERE (Stéphane), « On the Limits of Dialogue between Francophone and Anglophone Political Geography », *Political Geography*, 27 (7), 2008, p. 713-716.
- GAILE (Gary L.) et WILLMOTT (Cort J.) (eds), *Geography in America at the Dawn of the 21st Century*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
- GAUTIER (Denis) et BENJAMINSEN (Tor A.) (eds), *Environnement, discours et pouvoir. L'approche Political Ecology*, Versailles, Quæ, 2012.
- GLACKEN (Clarence), *Traces on the Rhodian Shore*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 1967.
- HANDY (Femina) et BUNCH (Martin) (eds), *Sense and Sustainability. Interdisciplinary Research in Environmental Studies*, Toronto, York University Books, 2009.
- HARVEY (Nick), FORSTER (Clive A.) et BOURMAN (Robert P.), « Geography and Environmental Studies in Australia. Symbiosis for Survival in the 21st Century ? », *Australian Geographical Studies*, 40 (1), 2002, p. 21-32.
- HAUTDIDIER (Baptiste) et MORIN (Xavier), « *Le Ciel ne va pas nous tomber sur la tête* de Sylvie Brunel et Jean-Robert Pitte », *Natures Sciences Sociétés*, 19 (4), 2011, p. 463-464.
- HECHT (Susanna) et COCKBURN (Alexander), *The Fate of the Forest. Developers, Destroyers, and Defenders of the Amazon*, New York (N. Y.), Verso, 1989.
- HEYNEN (Nikolas K.), KAÏKA (Maria) et SWYNGEDOUW (Erik), *In the Nature of Cities. Urban Political Ecology and the Politics of Urban Metabolism*, Oxford, Blackwell, 2006.
- HIEMSTRA-VAN DER HORST (Greg), MUNRO (Paul G.) et BATTERBURY (Simon P. J.), « Les réseaux illégaux du pillage. La demande globale de bois et la (re)commercialisation des forêts d'Afrique de l'Ouest », *Écologie et Politique*, 42, 2011, p. 47-58.
- HUGO (Graeme), « Geography and Population in Australia. A Historical Perspective », *Geographical Research*, 49 (3), 2011, p. 242-260.
- HULME (Mike), *Why We Disagree About Climate Change. Understanding Controversy, Inaction and Opportunity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
- JOHNSTON (Ronald J.) et SIDEWAY (James D.), *Geography and Geographers. Anglo-American Human Geography since 1945*, New York (N. Y.), Edward Arnold, 1991.
- KASPERSON (Roger E.) et KASPERSON (Jeanne X.), « The Social Amplification and Attenuation of Risk », *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 545, 1996, p. 95-105.
- KUHN (Thomas S.), *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1962.
- LEACH (Melissa) et MEARNES (Robin) (eds), *The Lie of the Land. Challenging Received Wisdom on the African Environment*, Oxford, James Currey, 1996.

- LIVINGSTONE (David), *The Geographical Tradition. Episodes in the History of a Contested Enterprise*, Londres, Blackwell, 1992.
- MARSH (George Perkins), *Man and Nature. Or, Physical Geography as Modified by Human Action*, Cambridge (Mass.), Belknap Press, 1864.
- MCKIBBEN (Bill), « Global Warming's Terrifying New Math », *Rolling Stone*, 2 août 2012.
- MONBIOT (George), *Feral. Searching for Enchantment on the Frontiers of Rewilding*, Londres, Allen Lane, 2013.
- MORTIMORE (Michael), « Adapting to Drought in the Sahel. Lessons for Climate Change », *Wiley Interdisciplinary Reviews : Climate Change*, 1 (1), 2010, p. 134-143.
- NEUMANN (Roderick P.), *Imposing Wilderness. Struggles over Livelihood and Nature Preservation in Africa*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 1998.
- NEUMANN (Roderick P.), *Making Political Ecology*, Londres, Hodder Arnold, 2005.
- NIETSCHEMANN (Bernard Q.), *Between Land and Water. The Subsistence Ecology of the Miskito Indians, Eastern Nicaragua*, New York (N. Y.), Seminar Press, 1973.
- O'RIORDAN (Tim), *Environmentalism*, Londres, Pion, 1976.
- O'RIORDAN (Tim) (ed.), *Environmental Science for Environmental Management*, Harlow, Prentice Hall, 2000.
- OWENS (Susan), « Experts and the Environment. The UK Royal Commission on Environmental Pollution, 1970-2011 », *Journal of Environmental Law*, 24 (1), 2012, p. 1-22.
- PEET (Richard), ROBBINS (Paul) et WATTS (Michael J.) (eds), *Global Political Ecology*, Londres, Routledge, 2011.
- PEET (Richard) et WATTS (Michael J.) (eds), *Liberation Ecologies. Environment, Development, Social Movements*, Londres, Routledge, 1996
- PELUSO (Nancy Lee) et VANDERGEEST (Peter), « Genealogies of the Political Forest and Customary Rights in Indonesia, Malaysia, and Thailand », *The Journal of Asian Studies*, 60 (3), 2001, p. 761-812.
- PELUSO (Nancy Lee) et WATTS (Michael J.), *Violent Environments*, Ithaca (N. Y.), Cornell University Press, 2001.
- PEMBERTON (Dixie Ann), « Definitional Problems for Environmental Education and Geographic Education », *Journal of Environmental Education*, 21 (1), 1989, p. 5-17.
- ROBBINS (Paul), *Political Ecology. A Critical Introduction*, Malden (Mass.), Blackwell, 2004.
- ROBBINS (Paul), *Political Ecology. A Critical Introduction*, Oxford, Wiley, 2012 [2^e éd.].
- ROBBINS (Paul) et TURNER (Billie L. II), « Two Way Traffic across a Porous Border », dans Christian Brannstrom et Jacqueline M. Vadjunec (eds), *Land Change Science, Political Ecology, and Sustainability*, Londres, Earthscan, 2013, p. 241-249.
- ROCHELEAU (Dianne E.), « Political Ecology in the Key of Policy. From Chains of Explanation to Webs of Relation », *Geoforum*, 39 (2), 2008, p. 716-727.
- SAUER (Carl O.), « The Morphology of Landscape », *University of California Publications in Geography*, 2 (2), 1925, p. 19-53.

- SCHMINK (Marianne) et WOOD (Charles H.), « The “Political Ecology” of Amazonia », dans Peter D. Little et Michael M. Horowitz (eds), *Lands at Risk in the Third World. Local-Level Perspectives*, Boulder (Colo.), Westview Press, 1987, p. 38-57.
- SHEPPARD (Eric), « Quantitative Geography. Representations, Practices, and Possibilities », *Environment and Planning D : Society and Space*, 19 (5), 2001, p. 535-554.
- SIMMONS (Ian G.), *Changing the Face of the Earth. Culture, Environment, History*, Oxford, Blackwell, 1996.
- SMITH (Neil), *Uneven Development. Nature, Capital, and the Production of Space*, Oxford, Basic Blackwell, 1984.
- SOULE (Michael E.) et PRESS (Daniel), « What Is Environmental Studies ? », *BioScience*, 48 (5), 1998, p. 397-405.
- SWYNGEDOUW (Erik), « Modernity and Hybridity. Nature, Regeneracionismo, and the Production of the Spanish Waterscape, 1890-1930 », *Annals of the Association of American Geographers*, 89 (3), 1999, p. 443-465.
- SZARKA (Joseph), « How Green is their Valley ? Political Ecology in France », *Modern and Contemporary France*, 2 (3), 1994, p. 328-330.
- THOMAS (William L.) (ed.), *Man's Role in Changing the Face of the Earth*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1956.
- TURNER (Billie L. II), « Contested Identities. Human-Environment Geography and Disciplinary Implications in a Restructuring Academy », *Annals of the Association of American Geographers*, 92 (1), 2002, p. 52-74.
- VACCARO (Ismael), BELTRAN (Oriol) et PAQUET (Pierre-Alexandre), « Political Ecology and Conservation Policies. Some Theoretical Genealogies », *Journal of Political Ecology*, 20, 2013, p. 255-272.
- VANDERMOTTEN (Christian) et KESTELOOT (Christian), « Éditorial : *Belgeo* et les quatre crises de la géographie », *Belgeo* [En line], 1-2, 2012, <http://belgeo.revues.org/6275>.
- WALKER (Peter A.), « Political Ecology : Where Is the Politics ? », *Progress in Human Geography*, 31 (3), 2007, p. 1-7.
- WARREN (Andrew), BATTERBURY (Simon) et OSBAHR (Henny), « Soil Erosion in the West African Sahel. A Review and an Application of a “Local Political Ecology” Approach in South West Niger », *Global Environmental Change*, 11 (1), 2001, p. 79-96.
- WATTS (Michael J.), *Silent Violence. Food, Famine and Peasantry in Northern Nigeria*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 1983.
- WATTS (Michael J.), « Political Ecology », dans Ron Johnston, Derek Gregory, Geraldine Pratt et Michael Watts (dir.), *Dictionary of Human Geography*, Malden (Mass.), Blackwell, 2000, p. 590-593.
- WATTS (Michael J.), « On Confluences and Divergences », *Dialogues in Human Geography*, 1 (1), 2011, p. 84-89.
- WESCOAT (James L.), « Gilbert Fowler White (1911-2006), Wisdom in Environmental Geography », *Geographical Review*, 96 (4), 2006, p. 700-710.
- WHITE (Gilbert F.), « Geography and Public Policy », *Professional Geographer*, 24 (2), 1972, p. 101-104.
- WISNER (Ben), BLAIKIE (Piers), CANNON (Terry) et DAVIS (Ian) (eds), *At Risk. Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*, Londres, Routledge, 2004.

